

ÉVALUATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE DANS LA ZONE DES TROIS FRONTIÈRES (HSM)

Mai 2024 | Mali

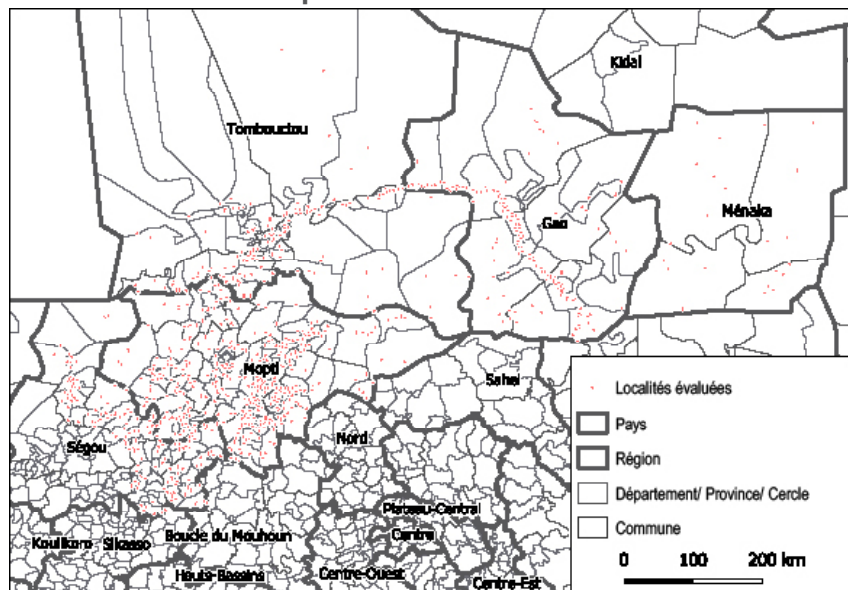
SITUATION OVERVIEW

CONTEXTE

Depuis le début de la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger est caractérisée par un climat d'insécurité du fait de la présence de groupes armés, de la montée de la criminalité et des tensions intercommunautaires. L'accès aux populations affectées est limité dans certaines localités en raison de la situation sécuritaire, du mauvais état des infrastructures et des conditions géographiques difficiles. Afin de pallier le manque d'information sur ces localités, REACH, en collaboration avec les clusters et les groupes de travail humanitaires, a mis en place un suivi trimestriel de la situation humanitaire dans les cercles situés dans la zone frontalière¹.

Cette évaluation, offre un aperçu périodique de la sévérité relative des besoins multisectoriels dans les régions de Gao, Ménaka, Mopti, Ségou et Tombouctou. Depuis 2018, la volatilité du contexte sécuritaire et la récurrence des incidents de sécurité ont intensifié les déplacements de populations. La situation sécuritaire critique a en effet causé le déplacement de 330 713 personnes déplacées internes (PDI)², soit 87 623 ménages à la date du 31 Mai 2024, selon le rapport de la Matrice de Suivi des Déplacements (DTM)³.

Carte 1. Carte des localités enquêtées :



MESSAGES CLÉS

- Selon les Informateurs clés (IC⁴), dans **83%** des localités évaluées, la majorité de la population **n'aurait pas accès à leurs moyens de subsistance habituels**.
- Dans **21%** des localités évaluées où la présence de PDI a été rapportée, la majorité des PDI occuperaient les sites sans aucun type d'accord avec **une proportion de 64% dans la région de Tombouctou**.
- Dans **71%** des localités évaluées, **aucune assistance n'aurait été reçue au cours du mois précédent la collecte** avec une proportion importante de 90% dans la région de Tombouctou.
- **73%** des localités évaluées avec des écoles fermées ou non fonctionnelles n'auraient **prévu aucune stratégie d'adaptation pour la population en âge d'aller à l'école** qui n'avaient pas accès à des services d'éducation formelle.
- La majorité de la population n'aurait pas connaissance des mécanismes de gestion de plainte dans **54%** des localités évaluées où au mois une partie de la population a reçu de l'assistance (**29%**).
- Dans **15%** des localités évaluées, la majorité de la population ne pouvait pas obtenir des soins de santé lorsqu'elle en avait besoin avec une proportion particulièrement élevée de **58% dans la région de Ménaka**.
- **44%** des localités évaluées où la présence de PDI a été rapportée estiment que cette présence aurait eu un impact sur la disponibilité et l'accès aux terres agricoles avec une proportion de 74% dans la région de Mopti.

NOTE À LA LECTURE

L'ensemble des résultats est à lire en % de localités évaluées selon les informations rapportées par les ICs. L'ensemble des données porte sur les 30 jours précédant la collecte – sauf indication contraire.



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

REACH Informing more effective humanitarian action

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE

Carte 2. % de localités où la quantité de nourriture était insuffisante pour la majorité de la population non-déplacée, selon les ICs :

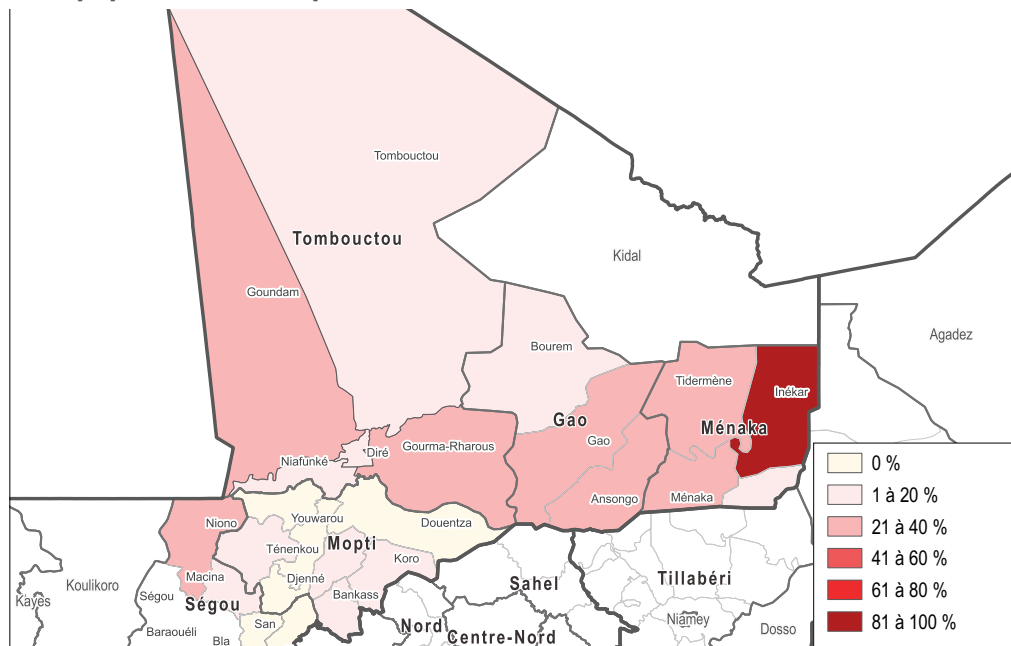
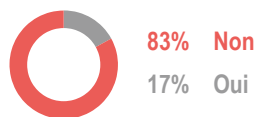


Figure 1 : % de localités où la majorité de la population avait accès à ses moyens d'existence :



60% des localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens d'existence ont évoqué le manque d'accès au capital pour démarrer une activité comme principale raison au manque de moyens d'existence.

Figure 2 : % de localités par principales sources de nourriture de la majorité de la population :

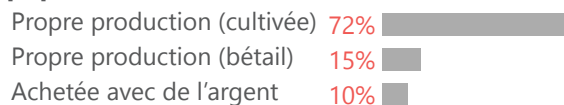
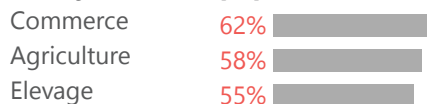


Figure 3 : % de localités par principales sources de revenus de la majorité de la population :



Selon les IC interrogés au cours du mois de Mars 2024, la majorité des populations déplacées internes avait une quantité de nourriture largement insuffisante à quelque peu insuffisante dans **40%** des localités évaluées contre **11%** pour les populations non déplacées.

Tableau 1 : % de localités par principales barrières à l'accès à suffisamment de nourritures pour les populations non déplacées, selon les ICs par région :

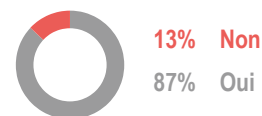
Régions	Gao	Ménaka	Mopti	Segou	Tombouctou
Prix trop élevés	64%	55%	52%	65%	56%
Manque d'argent	47%	48%	52%	53%	58%
Stock épuisé	27%	29%	11%	61%	20%

Tableau 2 : % de localités par principales barrières à l'accès à suffisamment de nourritures pour les populations déplacées, réfugiées et retournées, selon les ICs par région :

Régions	Gao	Ménaka	Mopti	Segou	Tombouctou
Prix trop élevés	53%	88%	37%	67%	68%
Manque d'argent	73%	50%	57%	51%	68%
Stock épuisé	47%	50%	12%	39%	14%

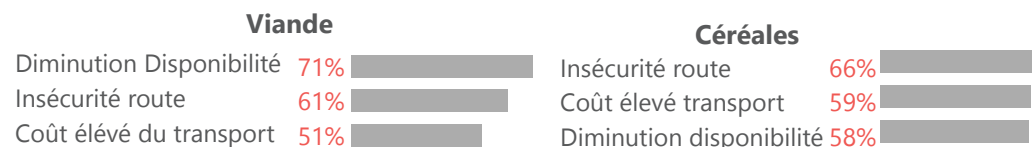
39% des localités évaluées auraient évoqué l'élevage de bétail comme type d'activité de subsistance le plus perturbé. De plus, l'insécurité liée à l'accès aux pâturages serait la principale raison qui expliquerait la perturbation des activités se rapportant à l'élevage dans 84% des localités évaluées.

Figure 4 : % de localités rapportant la présence de marchés fonctionnels, ouverts au moins un jour par semaine à distance de marche :



40% des localités évaluées ayant rapporté l'absence de marché fonctionnel ont évoqué la fermeture des marchés comme principale raison au manque de marchés fonctionnels.

Figure 5 : % de localités par principales raisons expliquant l'augmentation des prix des denrées (parmi les localités où le marché était ouvert au moins un jour par semaine et accessible à distance de marche) :

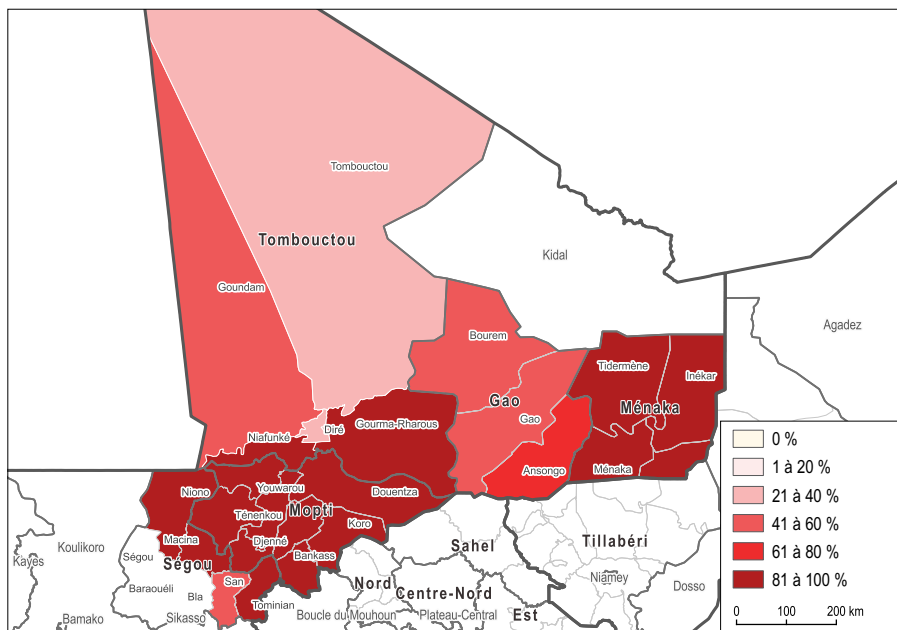


USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

REACH Informing more effective humanitarian action

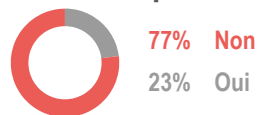
PROTECTION

Carte 3. % de localités où la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité la plupart du temps, selon les ICs :



Selon les IC, au Mali, la majorité de la population ne s'était pas sentie en sécurité au cours des 30 jours précédant la collecte de données dans **82%** des localités évaluées contre 75% pour le mois de Février.

Figure 6 : % de localités où la majorité de la population avait accès à des services de protection :



Par ailleurs, les ICs ont rapporté que seulement **12%** des localités évaluées auraient accès à un service de protection de l'enfant, **17%** à un service de lutte anti-mine et **43%** aux services de protection contre les VBG ⁵.

Figure 7 : % de localités par principaux risques sécuritaires pour la majorité des femmes et des filles ⁵ :

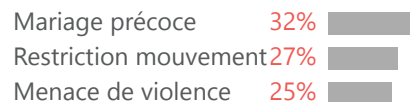


Figure 8 : % de localités par principaux risques sécuritaires pour la majorité des hommes et des garçons ⁵ :



DÉPLACEMENT

Carte 4. % de localités où les ICs ont rapporté l'arrivée de PDI au cours des 30 jours précédant la collecte :

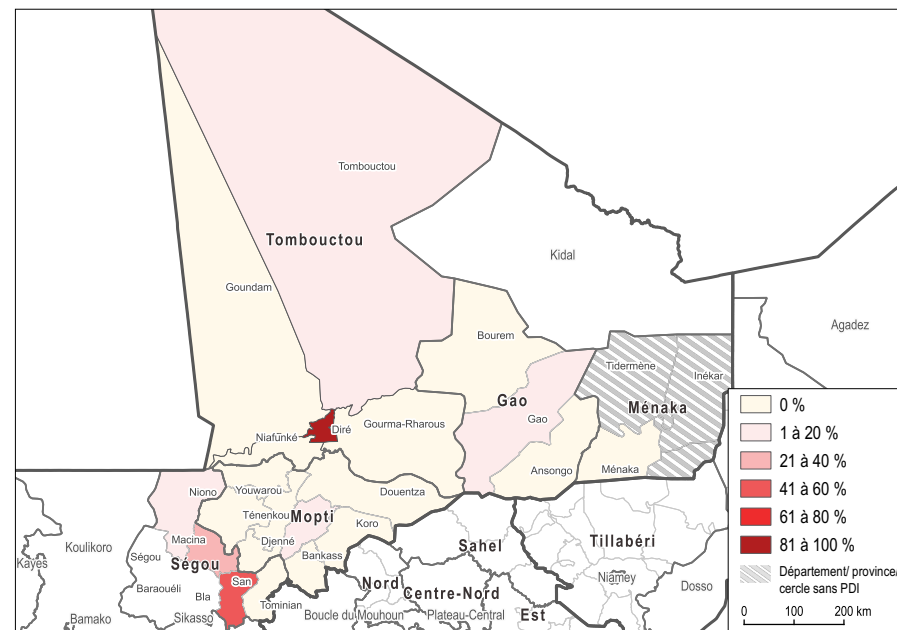


Figure 9 : % de localités recensant des déplacements de PND vers d'autres localités :

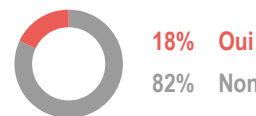


Figure 10 : % de localités recensant des déplacements de PND vers d'autres localités par raisons principales ⁵ :



Selon les IC, des PDI seraient présents dans **33%** des localités évaluées⁵ avec des proportions de 54% dans la région de Mopti, 30% à Ségou, 24% à Ménaka, 20% à Tombouctou et 9% à Ségou. Ces proportions étaient particulièrement élevées dans les cercles de Bankass (75%), Bandiagara (74%), Koro (74%), Niono (66%) et Tominian (60%). L'insécurité serait la principale raison expliquant cette présence dans **88%** de ces localités évaluées ⁵.

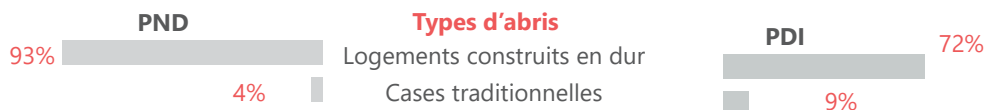
Par ailleurs, les ICs ont rapporté des arrivées de PDI au cours du dernier mois précédant la collecte dans **5%** des localités évaluées où la présence de PDI avait été rapportée contre **10% en Février** et **14% pour le mois de Décembre**.

ABRIS ET BIENS NON ALIMENTAIRES (BNA)

Selon les IC interrogés, la majorité des populations déplacées serait affectée par les problèmes liés aux conditions d'hébergement dans **88%** des localités évaluées contre **14%** pour les populations non déplacées.

Dans **21%** des localités, la majorité des PDI occuperait des installations et des sites sans aucun type d'accord avec une proportion importante de **64%** dans la région de Tombouctou contre **2%** à Ségou. Aussi, la majorité des PDI vivrait sur des sites non aménagés avec des proportions de **50%** des localités évaluées, dans chacune des régions de Gao et Ménaka où la présence de PDI a été rapportée.

Figure 11 : % de localités par principaux types d'abri utilisés par la population



Aussi, il n'existerait que **3% de RHU (Unité d'Hébergement pour Déplacées)** dans les localités évaluées où la présence de PDI a été rapportée.

Figure 12 : % de localités par principaux problèmes en rapport aux conditions d'hébergement de la majorité de la population⁵ :

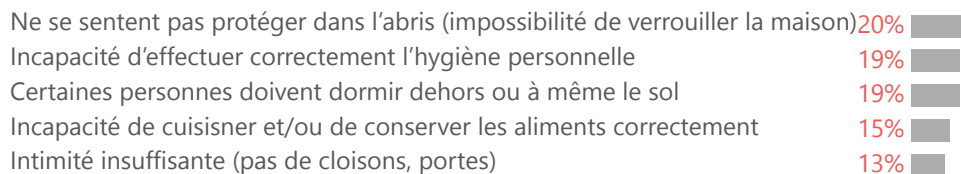
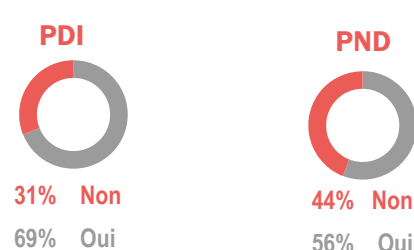


Tableau 3 : % de localités par types de biens non alimentaires (BNA) qui n'étaient pas disponibles et dont la majorité de la population avait le plus besoin par région⁵ :

Régions	Besoins moustiquaire	Articles couchage	Bidon	Article hygiène femme
Gao	63%	50%	31%	66%
Ménaka	36%	67%	24%	64%
Mopti	38%	61%	33%	33%
Ségou	31%	50%	17%	55%
Tombouctou	84%	52%	38%	41%

ÉDUCATION

Figure 13 : % de localités évaluées où la majorité de la population en âge d'aller à l'école avait accès à des infrastructures d'éducation formelle, fonctionnelle et à distance de marche selon les ICs :



73%

des localités évaluées n'aurait aucune stratégie d'adaptation pour la population en âge d'aller à l'école en cas de non fonctionnalité ou de fermeture des écoles.

Tableau 4 : % de localités par principales barrières qui limitaient l'accès à l'éducation pour les filles selon les IC, par région⁵ :

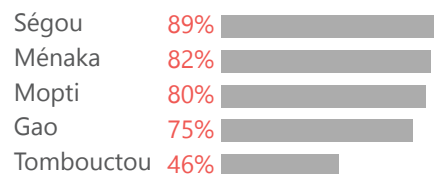
Barrières	Gao	Ménaka	Mopti	Ségou	Tombouctou
Infrastructures fermées par l'état	65%	59%	75%	17%	43%
Pas d'enseignants	28%	19%	47%	67%	43%
Insécurité sur le trajet	4%	0%	49%	22%	49%

Tableau 5 : % de localités par principales barrières qui limitaient l'accès à l'éducation pour les garçons selon les IC, par région⁵ :

Barrières	Gao	Ménaka	Mopti	Ségou	Tombouctou
Infrastructures fermées par l'état	66%	59%	74%	17%	43%
Manque d'enseignants	27%	19%	48%	72%	49%
Insécurité sur le trajet de l'école	5%	0%	50%	22%	49%

Figure 14 : % de localités par principales occupations des filles et des garçons en cas de non-fréquentation de l'école, selon les IC, par région :

Travail à la maison



Travail rémunéré



EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT (EHA)

Carte 5. % de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'eau pour combler les besoins du ménage, selon les ICs :

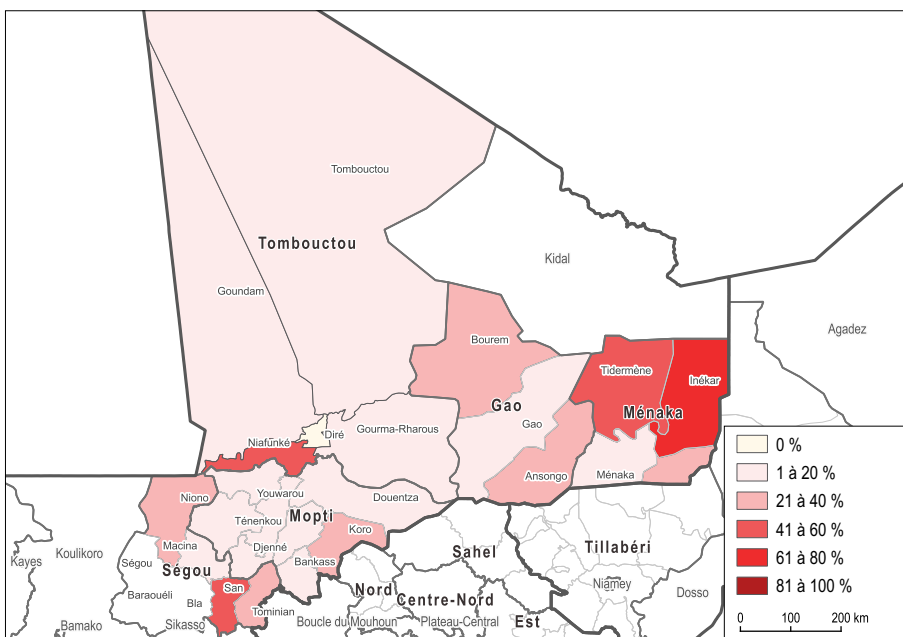


Figure 15 : % de localités où la majorité de la population avait accès à suffisamment d'eau pour combler les besoins du ménage :

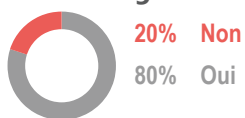
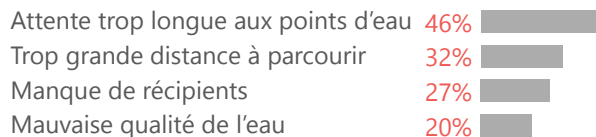


Figure 16 : % de localités où la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'eau pour combler les besoins du ménage, par principaux problèmes d'accès à l'eau⁵ :



Certaines personnes n'auraient pas pu atteindre leur point d'eau de préférence, en raison de craintes pour leur sécurité dans **18%** des localités évaluées de la région de Ménaka. Aussi, les IC ont rapporté que la majorité de la population, dans **25%** des localités évaluées utiliserait des eaux de surface ou des sources non améliorées telles que les puits non-protégés et les forages non couverts pour l'approvisionnement en eau de boisson.

La défécation à l'air libre serait pratiquée par la majorité de la population dans **23%** des localités évaluées avec une proportion de **49%** dans la région de Ménaka. En outre, les latrines ne seraient pas utilisées à cause de leurs insuffisances et des conditions d'hygiène dans respectivement **63%** et **28%** des localités évaluées⁵.

SANTÉ ET NUTRITION

Figure 17 : % de localités où la majorité de la population pouvait obtenir des soins de santé lorsqu'elle en avait besoin:

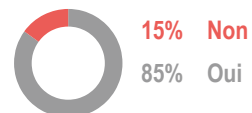
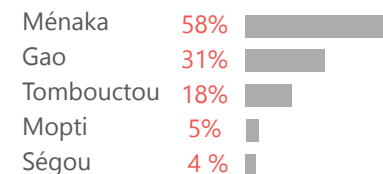


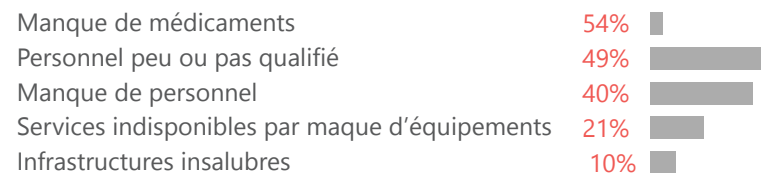
Figure 18 : % de localité où la majorité de la population ne pouvait pas obtenir des soins de santé lorsqu'elle en avait besoin par région:



Selon les IC, parmi les **85%** des localités évaluées au Mali où la majorité de la population pouvait obtenir des soins de santé lorsqu'elle en avait besoins, **93%** de ces soins seraient dispensés au niveau des **centres de santé communautaire (CSCOM)**.

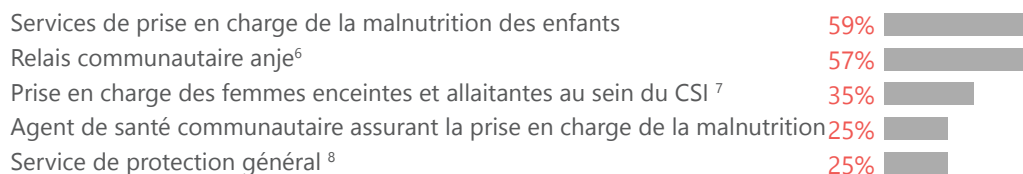
Aussi, il a été rapporté que pour se rendre à la structure de santé fonctionnelle la plus proche avec le mode de transport le plus commun, la majorité de la population dans **11%** des localités évaluées prendrait **1 heure à une demi-journée**. Cette prévalence serait de 41% pour le cercle de Niafunké, 37% pour Tenenkou et 30% pour Mopti.

Figure 19 : % de localités par problèmes rencontrés au sein des centres de santé fréquentés par la population⁵ :



100% des localités évaluées (5/5) du cercle d'Inékar n'étaient pas en mesure d'obtenir des soins de santé lorsqu'elles en avaient besoin pour la majorité de la population, à cause principalement de l'éloignement des infrastructures de santé.

Figure 20 : % de localités par types de services de prise en charge de la malnutrition des enfants et des femmes enceintes et allaitantes, accessibles à distance de marche⁵ :



REDEVABILITÉ

Figure 21 : % de localités où au moins une partie de la population a reçu de l'assistance humanitaire :

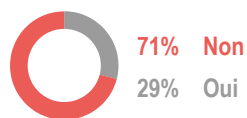


Figure 22 : % de localité où au moins une partie de la population a reçu de l'assistance humanitaire, par type d'assistance reçue⁵ :

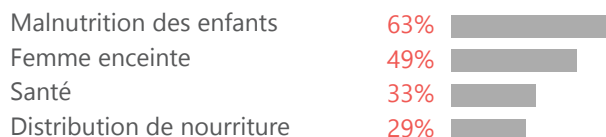


Figure 23 : % de localités évaluées où au moins une partie de la population a reçu une aide humanitaire au cours des 30 jours précédant la collecte des données par région :



La majorité de la population n'aurait pas connaissance des mécanismes de gestion de plainte dans 54% des localités évaluées où au moins une partie de la population a reçu de l'assistance, avec une proportion de 64% dans la région de Tombouctou.

Tableau 6 : Top 3 des secteurs d'intervention mentionnés comme prioritaires pour la majorité de la population des localités évaluées par région :

Régions	1	2	3
Gao	SECAL ⁹ (81%)	AGR ¹⁰ (61%)	ACT ¹¹ (61%)
Ménaka	SECAL (97%)	SANTE ¹¹ (70%)	AGR (39%)
Mopti	AGR (71%)	SECAL (50%)	BNA ¹² (49%)
Ségou	AGR (66%)	SECAL (65%)	BNA (65%)
Tombouctou	AGR (68%)	SECAL (63%)	ACT (56%)

Parmi les localités évaluées où au moins une partie de la population a reçu de l'assistance humanitaire, la majorité de la population serait largement insatisfaite ou tout juste satisfaite par la qualité de l'assistance dans respectivement 67% et 17% des localités évaluées de la région de Ménaka.

COMMUNICATION

ACCÈS À L'INFORMATION

Figure 24 : % de localité par principaux canaux de communication et d'information de la majorité de la population⁵ :

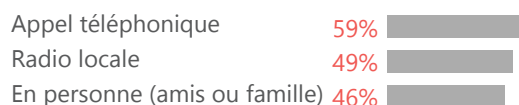


Figure 25 : % de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas accès à un téléphone fonctionnel par région:

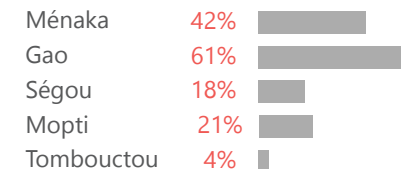


Figure 26 : % de localités selon le type d'information qui serait le plus utile à la majorité de la population :



Figure 27 : % de localités évaluées qui n'avait accès à aucun réseau par région :



Selon les ICs interrogés, la majorité de la population aurait des difficultés d'accès à l'information concernant l'assistance humanitaire disponible dans 91% des localités évaluées. Ce défaut d'accès à l'information a été rapporté dans 100% des localités évaluées de la région de Tombouctou, 94% pour les régions de Ségou et Mopti, 81% pour la région e Gao et 64% pour Ménaka. La raison principale évoquée par les IC serait la situation sécuritaire délétère dans 60% des localités où ces difficultés d'accès ont été signalées.

Aussi, l'appel téléphonique a été évoqué par les ICs comme étant le principal canal de communication utilisé par la majorité de la population dans 59% des localités évaluées. Toutefois, il est important de noter que dans 28% de ces localités, la majorité de la population dit ne pas avoir accès à un téléphone fonctionnel avec une proportion de 61% pour la Ménaka.

Quant à l'accès au réseau mobile, il serait inexistant dans 58% des localités évaluées avec une proportion élevée de 58% dans la région de Ménaka et 32% à Gao.

MÉTHODOLOGIE

La méthodologie employée pour ce suivi est celle dite de «zone de connaissance». Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans les cercles et les communes d'intérêt (admin 2 et admin 3) situées sur le territoire malien le long de la bande frontalière entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger y compris dans les zones difficilement accessibles.

Au total, pour la collecte de Mai 2024, 1102 localités ont été évaluées au Mali via des informateurs-clés (ICs). Ces ICs ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (dernier passage dans la localité datant de moins d'un mois) et détaillée des localités. Les données des ICs ont été agrégées par localité. L'unité d'analyse est la localité, et les résultats sont à lire en « pourcentage de localités ». Les informations sont rapportées lorsqu'au moins 5% des localités de l'unité administrative 2 (cercle) ont été évaluées. Cet aperçu de la situation présente les données recueillies entre le 19 Avril et le 06 Mai 2024. Les résultats présentés doivent être considérés comme indicatifs.

NOTES DE BAS DE PAGES

PAGE 1

¹ https://www.impact-repository.org/document/reach/8919e6fa/REACH_BFA_MLI_NER_externalToR_HSM_2022_Octobre.pdf.

² PDI : Population Déplacée Interne, toutes personnes ayant subi un déplacement forcé en raison d'une crise.

³ [Matrice de Suivi des déplacements \(DTM\) Mai 2024](#).

⁴ ICs : Informateurs Clés

PAGE 2

⁵ Les ICs pouvaient sélectionner toutes les options pertinentes pour répondre à cette question.

PAGE 5

⁶ ANJE: Relais communautaire dans le village qui fournit des conseils/soutien sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant

⁷ CSI: Centre de Santé Intégré

⁸ Service de protection général (monitoring de protection, documentation civil, assistance juridique)

PAGE 6

⁹ SECAL: Activités agricoles (distribution de semences, engrais, pesticides, outils, clôtures, sensibilisations)

¹⁰AGR : Soutien au développement d'activités génératrices de revenus (coopératives, PME, financements, etc) (Moyens d'existence)

¹¹ACT : Argent Contre travail (moyen d'existence)

¹² Santé: Services de santé

¹³ BNA : Bien Non Alimentaires, Distribution de biens non alimentaire (ustensiles de cuisine, seaux, bidons, vêtements, moustiquaires, etc.).

Couverture

Mali | Gao, Menaka, Mopti, Tombouctou et Ségou.



1144

ICs interviewés

- 823 ont visité les localités au cours des 30 jours précédant la collecte de données

- 321 ont été en contact (en personne / par téléphone) avec une personne de la localité au cours des 30 jours précédant la collecte de données

Tableau 7 : Localités évaluées par cercle :

Région	Cercle	Nombre de localités (Total)	Localités évaluées	% de localités évaluées
Gao	Ansongo	161	75	47%
	Bourem	191	79	41%
	Gao	232	109	47%
Ménaka	Anderamboukane	29	10	35%
	Inekar	22	5	23%
	Ménaka	32	11	34%
	Tidermène	23	9	39%
Mopti	Bandiagara	593	102	17%
	Bankass	441	73	17%
	Djenné	300	43	14%
	Douentza	346	57	17%
	Koro	483	75	16%
	Mopti	384	51	13%
	Ténenkou	356	43	12%
	Youwarou	233	29	12%
Segou	Macina	499	54	11%
	Niono	349	42	12%
	San	574	44	8%
	Tominian	377	48	13%
Tombouctou	Dire	122	24	20%
	Goundam	181	20	11%
	Gourma-Rharous	171	31	18%
	Niafunké	345	40	12%
	Tombouctou	130	28	22%

À PROPOS DE REACH

REACH Initiative facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de UNITAR-UNOSAT. Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet: www.reach-initiative.org



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

REACH Informing more effective humanitarian action